

## **En Essonne, les avocats manifestent contre le projet de loi sur le secret professionnel**

Les robes noires sont remontées contre un article de loi mettant en cause le secret professionnel de l'avocat. Ils ont manifesté ce mardi devant le tribunal judiciaire d'Evry-Courcouronnes.



Evry, tribunal judiciaire, ce mardi. Une vingtaine d'avocats ont manifesté contre le projet de loi attaquant le secret professionnel.LP/SM

Par Sébastien Morelli

Le 16 novembre 2021 à 14h35

Près d'une trentaine d'avocats du barreau de l'Essonne se sont réunis ce mardi devant le tribunal judiciaire d'Évry, comme cela s'est fait dans d'autres barreaux du pays. Les robes noires sont vent debout contre le projet de loi « pour la confiance dans l'institution judiciaire », dont un article concerne le secret professionnel de l'avocat. Ces derniers demandent son retrait. Ce texte

a été voté en commission mixte paritaire (Assemblée nationale et Sénat) le 21 octobre. Seul le gouvernement peut encore l'amender.

« Ce texte porte une atteinte grave au secret professionnel, estime le bâtonnier de l'Essonne, Laurent Caruso, qui s'est fendu d'un courrier au garde des Sceaux, Éric Dupond-Moretti. Désormais, le secret professionnel ne sera pas opposable dans les cas de blanchiment, de fraude fiscale et de financement du terrorisme. Il crée en plus un nouveau délit, celui de complicité non intentionnelle de l'avocat. » Concrètement, les enquêteurs pourront, dans ce type d'affaire, perquisitionner les cabinets d'avocats sans que le bâtonnier ne puisse s'y opposer.

« Cela pose problème car le secret professionnel protège le justiciable. Un justiciable qui veut être défendu sans pouvoir se confier à son avocat sous peine d'être poursuivi, n'a plus le droit à une défense effective. Si l'État veut faire des enquêtes pour trouver les fraudeurs, qu'il donne des moyens aux services d'enquête sans nous soupçonner de manière insultante de participer à la délinquance financière », s'agace Laurent Caruso. Une nouvelle manifestation est prévue ce mercredi à 13h30 devant le Sénat à Paris.